N° 204
24 AVRIL 2023

KOMITÉ POPILÈ

jik an bout!

Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 | *cncpmartinique@gmail.com*

EDITORIAL

LA LOI, LES NORMES ET LA VIE

Bien sûr, il faut des règles et des lois pour régenter la vie en société. Évidemment, des institutions doivent être mises en place pour les faire respecter afin de garantir l'harmonie sociale. Une fois cela admis, qui peut ignorer que, dans la société, existent des classes sociales dont les intérêts sont divergents ? Qui ne sait pas que celles qui s'emparent du pouvoir par la violence imposent des lois visant à perpétuer leur domination sur les classes exploitées ? Le coup de force perpétré par le gouvernement Français pour imposer le saccage des retraites nous donne l'occasion de déconstruire la propagande menée par les classes dominantes pour légitimer leurs exactions.

Dans l'opinion publique, s'est imposée comme une évidence, l'idée que le respect de la Constitution, de « l'état de droit » et des lois ne peut ni ne doit, en aucun cas, être remis en cause. C'est le résultat d'un endoctrinement qui commence à l'école et qui est entretenu par la propagande de ceux qui contrôlent le pouvoir. Pourtant, la quasi-totalité des lois régissant la propriété, les brevets, le droit des affaires, les rapports entre salariés et patrons, les relations commerciales entre pays (etc.) ont été arbitrairement imposées à l'échelle internationale par la bourgeoisie et les puissances colonialistes, autrement dit, par ceux-là mêmes qui n'ont cessé de massacrer et d'exploiter les peuples, qui continuent à violer leurs droits et à piller scandaleusement leurs richesses. S'il existe des lois progressistes, celles-ci, ont toujours été imposées par des luttes populaires acharnées mais sont systématiquement piétinées par le pouvoir et ses institutions.

Dans les faits, l'exigence d'obéissance à la loi n'a aucune vocation à garantir l'harmonie sociale. Au contraire, elle impose à la population un contrôle totalitaire permettant aux grands capitalistes, aux banques et aux multinationales de satisfaire leur appétit de vampires.

Leurs constitutions, leur démocratie soi-disant représentative ne sont qu'habillage trompeur*[1]. C'est bien Napoléon Bonaparte, concepteur des institutions bourgeoises, s'il en est, qui a écrit : "*Il faut qu'une constitution soit courte et obscure. Elle doit être faite de manière à ne pas gêner l'action du gouvernement.*" Quant aux institutions qui sont présentées comme des « Conseil de sages », des « Hautes autorités de contrôle » et autre salon de pantouflage, force est de constater qu'elles jouent avant tout le rôle d'usines de recyclage pour politiciens en fin de carrière, (d'ailleurs souvent bardés de casseroles).*[2]

Les intentions affichées sont toujours nobles et généreuses : « développer l'emploi », « assurer la sécurité » ou… « garantir la retraite des générations futures » ! Mais les ravages causés par leurs législations et leur politique ultralibérale sont indéniables : la précarité se généralise, les droits individuels et collectifs sont de plus en plus bafoués et le tissu social se désagrège. Il en sera toujours ainsi tant que le système actuellement dominant ne sera pas éradiqué, tant que les Peuples n'auront pas réellement le pouvoir d'imposer des lois garantissant effectivement l'accès à l'éducation, au logement, à une saine alimentation, à l'épanouissement humain, donc à la justice sociale. Il s'agit bien de construire un système alternatif dans lequel des gouvernements - qui soient vraiment l'expression de la souveraineté populaire – puissent mobiliser les institutions pour pourchasser les délinquants les plus nuisibles à la société et à l'humanité. Car, tôt ou tard, il faudra juger tous ces criminels qui privent l'immense majorité des populations des moyens de vivre dignement et dont la voracité aveugle conduit la planète vers l'abîme.

Alors, « l'État de droit », les lois, et les Institutions mériteront d'être respectés.

Pour l'heure, Il est absolument incontestable que, dans tous les pays dominés,*[3] les Peuples ne doivent essentiellement leur survie qu'à la capacité qu'ils ont de porter leurs propres réponses aux difficultés qui les assaillent. Aussi, ne doit-on avoir aucun complexe à combattre les lois injustes et à marronner pour organiser une vie meilleure.

___

*[1] *Cf. articles « République, Démocratie, Laïcité : 3 leurres pour harponner les Peuples » (JKP N° 178 à 180)*

*[2] *C'est ainsi que le Conseil Constitutionnel présidé par Laurent FABIUS, (le ministre du sang contaminé) a pu venir au secours de MACRON en validant une loi rejetée par l'écrasante majorité des français et imposée de façon anti-démocratique.*

*[3] *Ce phénomène s'observe aussi, de plus en plus, dans les pays occidentaux dits « développés »*

PAWOL FONDOK

« Il n'y a qu'une chose qui puisse rendre un rêve impossible, c'est la peur d'échouer. »

Paulo Coelho

INITIATIVES ALTERNATIVES

L'ASSOCIATION FRANÇAISE « DROIT AU LOGEMENT » DENONCE L'OPERATION ANTI-PAUVRES DE WUAMBUSHU

Le trop connu ministre français, Gérald DARMANIN a donc décidé d'envoyer 1800 militaires et le matériel nécessaire dans la colonie de Mayotte pour raser du bidonville et faire la chasse aux immigrés « illégaux ». Le prétexte serait de lutter contre la délinquance et...l'insalubrité ! L'organisation « Droit Au Logement » (DAL) dénonce ce qu'elle appelle une opération anti-pauvre ». Pour l'association, **"L'opération, d'une ampleur inédite en France depuis un siècle, risque de briser des familles et de les plonger dans une grande pauvreté".**

Un article du site « Zinfo974.com » rapporte : *« Dans un communiqué publié hier, (NDR : le 23.04.2023) le DAL a appelé à l'arrêt de cette opération "anti-pauvres", dénonçant une régression des politiques du logement pour les classes populaires. Selon l'association, plutôt que de reloger les habitants des quartiers informels (...) l'opération les stigmatise pour justifier leur expulsion.* ***Des lois non respectées pour l'association*** *avertit le DAL. L'association s'inquiète également de la loi du 22 novembre 2018 sur le logement, qui prévoit des mesures d'exception dans certaines situations. Le préfet peut ainsi ordonner aux occupants d'évacuer les lieux et aux propriétaires de procéder à leur démolition si les locaux ou les installations édifiées sans droit ni titre constituent un habitat informel et présentent des risques graves pour la salubrité, la sécurité ou la tranquillité publique.Le DAL rappelle cependant que le préfet doit respecter certaines conditions, telles que l'affichage de l'arrêté un mois à l'avance, l'annexion* d'une proposition de relogement ou d'hébergement pour les occupants et la mise à disposition de moyens suffisants de relogement ou d'hébergement. »

COMMUNIQUE DU CNCP

22 avril 2023

Le C.N.C.P dénonce avec la plus grande fermeté l'opération "Wuambushu" organisée par le pouvoir colonial français sur l'île de Mayotte. Cette offensive est inhumaine, démagogique et injuste. Ce sont des populations en profonde détresse qui sont violemment attaquées. La xénophobie est instrumentalisée par les autorités, comme c'est le cas dans tous les pays occidentaux, pour désigner à la population des boucs émissaires. La violence qui sévit à Mayotte est le résultat de la grande pauvreté engendrée par la domination coloniale.
La France qui, contestant la validité des référendums organisé par les autorités de Donetsk et Lougansk, soutient la guerre en Ukraine, bafoue de façon cynique le droit international en lançant la chasse aux Comoriens, transformés par elle en « immigrants illégaux » à Mayotte. Ladite « Communauté Internationale » n'a pas avalisé le dépeçage des Comores qui a suivi le référendum d'autodétermination dans ce pays.

Le CNCP exprime son total soutien au Peuple de l'archipel des Comores et à sa lutte contre le colonialisme qui lui permettra de prétendre à un avenir meilleur.

Pour le CNCP, Le Responsable aux affaires extérieures
Robert SAE

Des milliers d'enfants exploités dans les usines aux USA

Nous avons là un autre exemple des informations qui ne font pas la Une des Journaux télévisés. Quand certains médias en parlent ce n'est jamais pour s'y attarder. Il ne faut surtout pas nuire à l'idéalisation des "démocraties" occidentales ! C'est pourtant d'un grave crime contre les droits des enfants qu'il s'agit là. Nous reproduisons des extraits de l'article publié sur le site de RFI (06.03.2023). Quelles répercussions celui-ci a-t-il eu réellement ? Quelles déclarations venant des chefs d'état ou des institutions internationales (auto-proclamés sentinelles de la "démocratie"), quelles injonctions à mettre fin à ce scandale s'en sont suivies ?

Manifestation à Washington contre les mesures séparant les enfants immigrés de leurs parents

« C'est le New York Times qui a enquêté sur ces enfants migrants forcés de travailler dans des usines, des abattoirs, sur des chantiers, des champs agricoles, parfois de nuit. Ils ont 15, 16 et même, dans certains cas, à peine 12 ans d'après la centaine d'interviews effectuées. L'article décrit des conditions de travail très difficiles et des mineurs qui se retrouvent pris au piège d'un système d'exploitation en violation totale des lois sur le travail des enfants aux États-Unis.

La grande majorité des enfants viennent de pays d'Amérique Centrale et sont arrivés seuls sur le territoire américain. Ils sont censés aller vivre avec des proches ou bien être placés dans des familles d'accueil. En principe, ils vont à l'école, mais certains doivent de l'argent aux mafias de passeurs qui leur ont fait traverser la frontière. D'autres sont poussés au travail par les gens qui les accueillent. Et puis, il y en a aussi qui veulent simplement envoyer de l'argent à leurs familles n'ayant pas réussi à passer la frontière.

Ces révélations font beaucoup de bruit parce qu'elles montrent qu'un grand nombre de mineurs non accompagnés sont concernés. L'enquête ne concerne pas un cas isolé ou un État en particulier. Des migrants mineurs forcés de travailler, c'est une réalité dans une vingtaine d'États américains au moins. Et dans des usines qui appartiennent ou travaillent pour des entreprises et des marques connues comme les chaînes de supermarchés Whole Foods, Walmart, Target ou encore General Motors et Ben and Jerry's. Cela montre l'étendue du phénomène. »

NDLR : *Le New York Time » rapporte que le nombre de mineurs employés illégalement dans le pays a bondi de 69 % depuis 2018. Le ministère du Travail a identifié 835 entreprises ayant fait travailler 3 800 enfants en infraction aux lois et a observé une hausse de 26 % des enfants embauchés spécifiquement sur des postes dangereux au cours de la dernière année fiscale aux États-Unis,*

SUGGESTION DE LECTURE

* ***https://www.investigaction.net/fr*** */ Les intellectuels et les affaires impérialistes par Yadullah Shahibzadesh*
* ***https://www.mondialisation.ca*** *France: la réforme des retraites et la parodie démocratique par Karine Bechet – Golovko*

BILLET DU CNCP

MANIFESTATIONS DE RUE ET STRATEGIE GLOBALE

(2/2)

Dans la première partie de cet article, nous avons développé l'idée que les manifestations, réussies ou pas, ne pouvaient être considérées comme les seules indications de l'avancée des luttes sociales et, d'autre part, qu'il était absurde de prétendre que ce serait à cause de l'irresponsabilité de ceux qui ne se mobilisent pas que les gouvernements parviennent à imposer des politiques scélérates (JKP N° 203*[1]). C'est, selon nous, par une résistance durable et multiforme, dans le cadre d'une stratégie globale, qu'il sera possible de neutraliser l'ennemi. C'est le thème que nous abordons aujourd'hui.

La bataille d'Adoua en 1896 : Victoire des Ethiopiens sur l'armée coloniale italienne

Une stratégie globale ne peut se concevoir sans qu'au préalable n'ait été étudiée la nature de l'ennemi, les forces et les armes dont il dispose et la stratégie que lui-même met en œuvre pour imposer sa domination. A cet égard, **il est crucial de prendre conscience de la puissance du pouvoir colonial français. Il est héritier d'une expérience multisécu-laire qui l'a rendu expert en matière de répression et de perversité*[2]. Ses institutions judiciaires, ses administrations, son armée et ses services de renseignement sont impliquées sans état d'âme dans l'accomplissement du projet colonial. Enfin, Il est fort de sa collusion avec les puissances économiques locales.**

1 - Quelle est actuellement la stratégie du pouvoir colonial Français et de la caste dominante béké ?

Le premier élément à prendre en compte est que le pouvoir colonial et la caste dominante béké sont pleinement conscients que leur hégémonie est menacée par l'évolution sociologique et politique que connaît notre société.

Aussi, défendront-ils leurs intérêts bec et ongles. N'étant pas, eux, que dans l'émotion, ils mènent une offensive planifiée et minutieusement appliquée dont nous présentons les aspects principaux ci-dessous.

a) Une entreprise de déstructuration de la société martiniquaise

On assiste à une accélération du processus de génocide par substitution. Les facilités accordées aux sociétés venant d'Europe, aux « expatriés » appelés à remplacer les personnels qui refusaient l'injection expérimentale, la déportation des néo-titulaires dont les familles ont été brisées en sont des illustrations*[3].

Dans le même temps, des attaques systématiques sont menées contre l'économie endogène (mesures discriminatoires contre les petites entreprises martiniquaises pendant le confinement, procédures judiciaires contre de jeunes porteurs d'alternatives économiques, persécution des petites entreprises par le fisc, campagne de dénigrement contre les fruits et la pharmacopée martiniquaise, etc.)

b) Un lissage démagogique des contradictions

Ne pouvant nier l'ampleur des difficultés qui frappent la population, le pouvoir et ses collaborateurs mènent campagne pour leurrer la population avec des promesses de solutions à venir. C'est ainsi qu'ils annoncent à grands cris que des dispositions sont étudiées pour combattre la vie chère et les situations de monopole. Aux jeunes, ils vendent du rêve, en leur faisant croire que leur avenir sera lumineux ou qu'ils « serviraient la démocratie et la liberté » en s'engageant dans l'armée coloniale.

Quant au crime d'empoisonnement pour lequel ils ne peuvent plus cacher leur responsabilité, et face à la dénonciation unanime du scandale du non-lieu, ils multiplient les manœuvres pour orienter les victimes dans des voies de garage qui ne garantissent aucune réparation sérieuse (cela dans des conditions plus que douteuses du point de vue légal).

c) *la neutralisation et la persécution des militants*

Les violences policières et judiciaires se sont déchaînées contre les militants qui avaient manifesté contre l'impunité des empoisonneurs. Plus généralement, la répression s'est abattue sur tous les jeunes militants qui commençaient à dénoncer le fait colonial (cf. lutte contre l'emblème des quatre serpents et les statues glorifiant le colonialisme, etc.).

L'objectif étant de les marginaliser et d'éviter la contagion au sein de la jeunesse. Les persécutions concernent également tous ceux et toutes celles qui ont refusé les mesures liberticides imposées pendant la pandémie de COVID par le Préfet représentant l'État Français dans notre pays. Des dizaines de syndicalistes ont été poursuivis.

L'un des objectifs du pouvoir colonial est d'enferrer les militants dans un cycle de provocations – réactions. La multiplication des mobilisations contre la répression ayant pour conséquence de limiter considérablement le travail d'organisation sur le terrain.

d) La préparation d'interventions armées

Les oppresseurs sont lucides. Ils savent pertinemment qu'ils ne pourront pas museler notre peuple indéfiniment. Alors, ils se préparent à un affrontement armé. C'est pour cela que, se cachant derrière le prétexte démagogique de lutter contre la délinquance, ils se sont lancés dans l'installation de troupes aguerries dans notre pays*[4].

e) L'intensification des campagnes de désinformation

L'on sait qu'aujourd'hui, la guerre de l'information est devenue le front déterminant dans tous les conflits. Les impérialistes développent systématiquement un programme de propagande et de désinformation visant à diaboliser leurs adversaires, à démoraliser les Peuples et à priver ceux-ci de tout soutien de l'opinion internationale. Les manœuvres se multiplient pour attiser les contradictions au sein du Peuple*[5]

2 - Quelles doivent être les bases essentielles de notre propre stratégie dans un tel contexte ?

a) D'abord, il est essentiel que nous restions maîtres de notre propre agenda.

Bien sûr, il faut répondre à toutes les provocations, mais avec intelligence. Il ne faut pas se laisser piéger par l'ennemi qui cherche à nous attirer sur le terrain qu'il a choisi et qui nous impose son calendrier. Pour que notre lutte soit conséquente nous devons rester fidèles aux priorités que nous avons fixées, notamment renforcer la liaison avec les masses et participer à leur organisation.

b) Accumuler les forces et consolider l'unité

Si nous avons vraiment conscience des forces de l'ennemi, nous savons pertinemment que ni l'action de petits groupes de militants sans appui significatif au sein des masses populaires, ni les actions d'agitation menée dans la dispersion, ne sont de nature à le bousculer sérieusement.

Il s'agit donc pour les combattants de procéder à l'accumulation des forces en travaillant à la construction d'une solide unité dans notre Peuple et à l'implication effective de celui-ci dans l'organisation des luttes.

Il s'agit aussi de développer les **bases logistiques d'une Résistance de longue durée**. Impulser une synergie entre toutes les alternatives économiques et culturelles qui existent déjà, favoriser l'émergence de réseaux à l'échelle nationale qui puissent valablement jouer le rôle de contre- pouvoir, voilà ce qui redonnera à notre Peuple confiance en l'avenir et qui assoira concrètement son unité.

c) Combattre efficacement la désinformation

Notre préoccupation doit être de déconstruire les théories nuisibles propagées par la bourgeoisie occidentale en matière de « développement » et concernant le rôle des masses, des élites et des individus dans la transformation sociale ; elle doit être aussi de vulgariser, sans relâche, les connaissances et les informations alternatives permettant une bonne compréhension des situations au plan national comme au plan international.

C'est dans la mesure où notre Peuple assumera, de façon éclairée, le choix d'emprunter la voie de la libération nationale que le « moral des troupes » sera inattaquable et la victoire possible.

d) Utiliser opportunément toutes les formes de lutte

Nous l'avons écrit dans la première partie de l'article : toutes les formes d'actions sont envisageables, tous les fronts de lutte peuvent être investis. Il revient à ceux qui s'appliquent à mettre en œuvre une stratégie globale d'analyser les conditions de lutte du moment et le rapport entre les forces adverses. De toute façon, les actions en elles-mêmes ou l'intervention sur un front ou un autre, ne sauraient être appréciées en dehors de la ligne idéologique et politique de ceux qui les initient.

Quant à ce que certains appellent « la lutte radicale », contentons-nous de dire que l'ennemi aura assurément recours aux pires excès quand il se sentira acculé. Nous ne croyons pas que notre Peuple devra « tendre la joue gauche ». Insistons toutefois sur le fait que la seule résistance qui vaille et qui puisse conduire à la victoire, est celle menée par un peuple conscient et préparé.*[6]

f) internationaliser notre cause

Ces dernières décennies nous ont révélé la capacité des impérialistes occidentaux à obtenir le soutien de l'opinion mondiale alors que, bafouant le droit international, ils dépeçaient des pays souverains et bombardaient leur population. (Irak, Libye, Syrie, etc.) Le pouvoir colonial français n'aura aucun scrupule à réitérer la manœuvre pour s'opposer aux processus de décolonisation. Il est donc impératif que nous prenions les devants en informant les autres peuples sur la situation réelle de notre pays et que nous tissions des liens étroits avec tous les forces progressistes dans le monde.

3 - Comment faire en sorte que la stratégie globale soit significativement mise en œuvre ?

Il faut mettre fin à l'illusion qu'une quelconque « avant-garde » auto-proclamée, minoritaire et coupée du peuple, puisse gêner le moins du monde le pouvoir colonial. La plus belle stratégie qui soit ne sera jamais opérationnelle si la population ne se l'approprie pas. Pour parvenir à sa mise en œuvre, il est impératif que les organisations qui la savent nécessaire analysent lucidement la réalité et soient en symbiose avec les masses populaires.

Dans cet article, nous exposons la vision du CNCP quant à la stratégie globale qu'il a choisie de mettre en œuvre. Mais nous ne prétendons pas être détenteur exclusif de la vérité. Le souhait que nous formulons est que, dans notre intérêt commun, un débat serein se tienne entre ceux qui proposent des approches différentes.

En l'absence de formation ou manipulées par le pouvoir, de nombreuses personnes mènent des actions spontanées se soldent par des échecs et détruisent leur vie inutilement. Parfois, hélas, alors qu'elles sont révoltées par les abus du système, elles peuvent inconsciemment devenir les meilleurs alliés de nos ennemis.

Nous croyons en la capacité des militants et militantes sincères de faire prévaloir les intérêts supérieurs de notre Peuple. A tous, nous lançons un appel solennel : Ayons le courage de nous remettre en question. Il est fondamental que nous élevions notre niveau de formation théorique et politique, que nous portions tous, humblement, notre contribution à la construction d'une unité solide, que nous alimentions le débat serein qui nous permettra d'élaborer ensemble la stratégie efficace dont notre peuple à besoin pour vaincre ses véritables ennemis.

---

*1 ***Une faute de frappe s'était glissée dans la conclusion de la première partie de cet article. Il fallait lire : « Le plus grave, c'est que ceux qui attribuent l'impossibilité de faire reculer les oppresseurs à « l'inconséquence » du Peuple, alimentent objectivement la propension à l'autodénigrement en son sein, en même temps qu'ils incitent les manifestants présents à la démobilisation. »***

*2. ***L'infiltration d'éléments provocateurs dans les mouvements populaires dans le but de les pousser à l'erreur et de les torpiller est l'une de ses pratiques les plus destructrices.***

*3 *De même qu'en 1973 la circulaire de Pierre Messmer organisait la mise en minorité du Peuple Kanak sur son territoire, cette offensive a pour objectif de faire obstacle à tout processus d'auto-détermination.*

*4 *Voir article « La France se prépare à la guerre contre notre pays » dans JKP N°202*

*5 ***Cf. vidéo présentant le « Syndrome de Lynch » sur le site** *www.jikanbouttv.com*.

*6 *L'action « radicale » immédiate prônée par des personnes ne disposant d'aucune formation théorique et pratique dans ce domaine, d'aucune troupe, relève d'une profonde irresponsabilité, car elle aboutit à sacrifier des militants qui se font écraser par un ennemi averti. Pour ceux qui prétendent, à corps et à cris, mais sans engagement, que la lutte armée serait exclusivement la solution à tous les problèmes, il ne s'agit que d'un alibi pour s'exonérer du laborieux et indispensable travail d'organisation qui doit être mené quotidiennement pour préparer les masses à toute éventualité. Le radicalisme du verbe sert parfois à camoufler la volonté de ne pas inquiéter le système. Les mêmes qui refusent toute tactique pragmatique dans les luttes populaires s'accommodent sans complexe du système et de ses institutions quand leurs intérêts individuels et leur carrière personnelle sont en jeu.*

AVRIL 1948 : LA REPRESSION SANGUINAIRE DU SOULEVEMENT DE JEJU

L'article que nous reproduisons ci-dessous est paru dans « l'Almanach international » (éditions BiblioMonde). Il nous a été transmis un militant. Il nous fait découvrir l'un des innombrables crimes commis sous l'égide des impérialistes occidentaux et que l'histoire officielle s'emploie à occulter. Le soulèvement a débuté le 3 avril 1948 sur l'île de Jeju au sud de la Corée. Le gouvernement provisoire de l'armée américaine venait de transmettre le pouvoir au président nationaliste et anticommuniste Syngman Rhee.

« L'île coréenne de Jeju, un paradis touristique situé à mi-chemin entre la péninsule coréenne et l'archipel japonais commémore une insurrection matée dans le sang en 1948-49. Pendant un demi-siècle, le sujet a été totalement tabou en Corée au point que d'évoquer ce massacre pouvait vous valoir la prison. Il faut attendre les années 1990 pour qu'on commence à évoquer le sujet ; 2003 pour qu'un président prononce des excuses et le 70e anniversaire pour qu'un président coréen (de gauche), Moon Jae-in, fasse le voyage dans l'île pour commémorer **le soulèvement.**

Tout avait commencé le 1er mars 1948, jour de la fête nationale. Un cheval de la police a grièvement blessé un petit garçon. La foule en colère contre les forces de l'ordre, se fait menaçante, les policiers tirent dans le tas faisant 8 morts et 6 blessés graves. La population de l'île réagit par une grève générale qui touche tous les secteurs y compris l'administration. La répression est féroce, les arrestations se multiplient. Ce qui pousse de nombreux jeunes à adhérer au nouveau Parti du travail, né d'une fusion des communistes et des socialistes coréens. Un parti interdit aussitôt créé à Séoul où les Américains sont en train d'installer au pouvoir des hommes d'extrême droite, notamment des collabos de l'occupation japonaise.

Le 3 avril 1948 une insurrection est lancée (c'est la date que l'on commémore aujourd'hui). Les autorités débordées négocient. Mais le 1er mai des incidents engendrent un véritable dérapage. On sait aujourd'hui qu'ils ont été volontairement provoqués par des éléments d'extrême droite de Corée du Nord, réfugiés à Jeju. On est en Corée du Sud dans un contexte de guerre froide exacerbée. Vu de Séoul, où les Américains sont encore au pouvoir pour quelques mois, l'île de Jeju est un véritable repère de communistes à éliminer. La répression est féroce : au moins 30 000 habitants de l'île sont massacrés (10 % de la

population) et 40 000 s'exileront au Japon, principalement à Osaka où ils forment aujourd'hui un quartier. Les combats dureront jusqu'en 1949 et même sporadiquement jusqu'en 1953.

L'île restera totalement bouclée jusqu'en 1954. Des dizaines de milliers d'habitants de Jeju sont emprisonnés. La majorité des victimes affirment avoir été arrêtées de façon arbitraire, interrogées et torturées par la police militaire avant d'être contraintes à signer une fausse déclaration confessant des crimes. »

La répression a laissé des blessures profondes sur les victimes et leur famille. Nombre de leurs enfants, pendant des décennies, ont subi des discriminations lors de la recherche d'emploi à cause de la condamnation de leurs parents. Ces derniers ne seront réhabilités qu'en… 2019. Seuls 18 d'entre eux étaient encore en vie lors de ce verdict historique, prononcés il y a seulement deux ans. Des indemnités sont à l'étude pour leurs enfants. 8500 personnes ont reçu en 2020, une carte d'identité de victime qui leur permet, notamment, d'avoir une réduction de 50% sur les vols vers Jeju. Depuis 2014, le 3 avril est une commémoration officielle en Corée. En 2018, la ville d'Osaka a érigé une stèle commémorative. Le 3 avril 2022, le président élu Yoon Suk-yeol a fait un déplacement à Jeju, il s'agissait de sa première apparition publique après son élection.

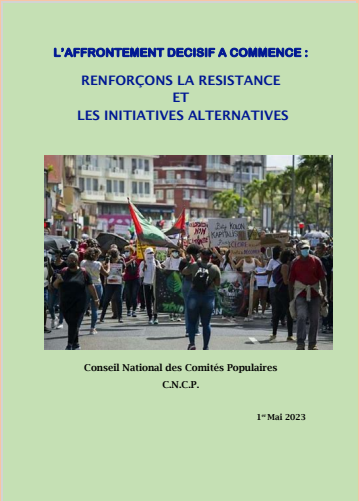
En 2023, les syndicats sud-coréens profitent du 75e anniversaire de la commémoration, pour se mobiliser contre ce président élu issu d'un parti conservateur. Les principales revendications de ces luttes incluent l'augmentation du salaire minimum, la révision des articles 2 et 3 de la loi sur les syndicats, l'élimination de la discrimination dans les lieux de travail de moins de 5 salariés et le renforcement de la publicité sociale et de la responsabilité de l'État.

★

AGENDA

DISPONIBLE A PARTIR DU 1er MAI 2023

La brochure annuelle du CNCP qui réunit ses contributions, ses déclarations et les éditoriaux de « Jik An Bout »


L'AFFRONTEMENT DECISIF A COMMENCE :

RENFORÇONS LA RESISTANCE
ET
LES INITIATIVES ALTERNATIVES

Conseil National des Comités Populaires
C.N.C.P.

1er Mai 2023

Radio Jik An Bout

Lien : https://jikanbouttv.com/radio/

&

Facebook Jik An Bout

UNE INFORMATION ALTERNATIVE

★

CONTACTS :

cncpmartinique@gmail.com

0696 41 41 32

0696 25 28 78 / 0696 33 26 32.

★★★